

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Votez pour le pluralisme

“Les électeurs savent ce soir que c'est leur bulletin de vote qui fera la décision”, soulignait Jean-Jacques Urvoas, au soir du premier tour des législatives.

La question qui leur est posée est simple : veulent-ils contribuer à l'élection de députés UMP qui ne serviront à rien, sinon à voter systématiquement les projets injustes et dangereux du gouvernement Fillon ? Ou veulent-ils confirmer la singularité bretonne et élire des députés socialistes qui, dans leurs circonscriptions et à l'Assemblée, défendront une autre politique basée sur la solidarité et la justice ?

Comment en convaincre les électeurs finistériens ? Le bureau fédéral du Parti Socialiste, qui s'est tenu le 11 juin dans la matinée, à Quimper, était tout entier consacré à cet enjeu.

“Assistons-nous à une vague ou à une déferlante”, s'est demandé Marc Coatanéa, secrétaire fédéral chargé de la coordination des élections législatives dans le Finistère. Au plan national, l'UMP rassemble 43 % des voix tandis que le PS en rassemble 28,5 %. Le FN s'effondre à 4,5%. L'UMP, le FN et les divers droite rassemblent 50,95 % des voix. Le PS et ses alliés 39 % et le MoDem 7 %.

L'abstention, qui se situe à 40 %, est particulièrement forte. Il s'agit d'un des plus haut niveau sous la V^e République. Mais pouvait-il en aller autrement ? Le pouvoir, relayé par les médias, n'a cessé tout au long de la campagne de banaliser cette élection, de faire croire aux électeurs que tout était joué d'avance. Les députés UMP avaient même lancé leur campagne interne pour la présidence de l'Assemblée avant même le premier tour ! “Alors que nous avons assisté les 22 avril et 6 mai à une grande et belle

SUITE PAGE 2

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 14/06/2007

PRESSE URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

La France a besoin de la gauche

Les Français ne se sont guère mobilisés pour ce premier tour des élections législatives.

Beaucoup, sans doute, pensaient qu'après l'élection présidentielle, tout était joué et qu'il n'y avait pas d'enjeu pour ce scrutin.

Nous voulons dire qu'il y a un enjeu, qu'il y a encore un enjeu pour le second tour des élections législatives. La droite avait tout intérêt à démobiliser les Français, à laisser penser que, en définitive, il n'y avait même pas besoin d'aller voter.

Ce sont souvent les jeunes et les catégories populaires qui sont les plus vulnérables à l'abstention. Cela s'est vérifié ce dimanche.

Toute la question est de savoir, maintenant que l'UMP peut prétendre à la majorité au soir de ce premier tour, si cette majorité

sera ample ou pas, si elle sera contenue ou pas.

Tout va dépendre, maintenant, de deux éléments essentiels :



François Hollande

- Le premier est la participation au scrutin dimanche prochain : tous ceux qui veulent qu'aucun parti ne puisse contrôler l'Assemblée Nationale à lui seul, tous ceux qui craignent que, sur le droit du travail, la protection sociale, les services publics, des principes essentiels ne soient remis en cause, tous ceux qui refusent que des cadeaux fiscaux soient accordés à quelques-uns et la TVA ou les prélèvements imposés

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Tout ça pour ça ?

François Bayrou a expliqué durant des mois qu'il n'est pas sain qu'un seul parti détienne tous les pouvoirs. Dans toutes les circonscriptions, des candidats du MoDem se sont présentés. Ils appelaient à sortir du "camp contre camp". "Il faut équilibrer les pouvoirs avec une démarche ouverte et constructive", pouvait-on lire sur leurs tracts. Ils fustigeaient même le projet de franchise médicale. Et que font la plupart d'entre eux aujourd'hui ? Ils appellent à voter pour l'UMP, comme s'ils étaient propriétaires de leurs voix ! Ceux qui ont cru, en votant pour eux, participer à une aventure nouvelle de rénovation de la vie politique et qui se sont retrouvés dans les positions en faveur de l'État impartial et du respect du pluralisme, peuvent se sentir bernés. Heureusement, ils demeurent libres de leur vote dimanche.

Votez pour le pluralisme (suite)

Les électeurs doivent se prémunir contre une Assemblée UMP hégémonique.

*** *mobilisation citoyenne, les amis de Nicolas Sarkozy ont tout fait pour dissuader les Français d'aller voter*", s'est indigné Bertrand Delanoë, le 7 juin, devant 500 personnes rassemblées à Pleyber-Christ. Dans le Finistère, elle s'élève à 34,2 %. La gauche y est plus forte qu'au plan national puisque 45 % des électeurs ont voté pour un de ses candidats. L'UMP rassemble 35,7 % des électeurs et le MoDem 11 %, avec des disparités selon les circonscriptions.

Même si le rapport gauche/droite nous est plus favorable ici qu'au niveau national, "il ne faut jamais oublier que la politique n'est pas de l'arithmétique", a rappelé Marc Coatanéa.



Bertrand Delanoë et les candidats socialistes, le 7 juin

Comment, au vu des résultats du 10 juin, enclencher une dynamique susceptible de permettre à la gauche finistérienne de l'emporter dans le maximum de circonscriptions, dimanche prochain ?

D'abord, en rassemblant la gauche. Tout au long de la journée du 11 juin, des contacts ont été pris entre les candidats des forces de progrès. Partout, les appels à voter pour les candidats socialistes et à battre la droite sont clairs. Ensuite, en mobilisant les abstentionnistes du premier tour. Tous les candidats ont pu constater le même phénomène : les électeurs de gauche ne sont pas tous venus voter. "Cette semaine sera consacrée au porte-à-porte dans les quartiers traditionnellement de gauche où l'abstention est la plus forte", ont annoncé Patricia Adam et François Cuillandre, candidats à Brest centre et Brest rural.

Les jeunes, en particulier, ne se sont pas déplacés, ont regretté Jean-Claude Lessard et Michel Dath, de l'équipe de campagne d'Annick Le Loch. Par découragement, après l'élection de Nicolas Sarkozy ? A cause des examens pour une par-

tie d'entre eux ? Pour leur rappeler les enjeux du scrutin, les candidats et le mouvement des jeunes socialistes (MJS) vont aller à leur rencontre. Plus le groupe socialiste à l'Assemblée sera fort, plus il pourra se faire le porte-parole des aspirations de la jeunesse et résister aux mauvais coups que prépare le gouvernement Fillon, notamment contre les universités.

"On sait maintenant que l'UMP sera majoritaire à l'assemblée", indiquait Jean-Jacques Urvoas, dès le 10 juin, dans la soirée. Mais les électeurs, et en particulier les Finistériens, qui ont placé Ségolène Royal en tête dans le département avec 53 % des voix, le 6 mai, peuvent, grâce à leur bulletin de vote, atténuer l'ampleur de cette victoire. Car à quoi serviraient les députés UMP du Finistère au sein d'un groupe majoritaire pléthorique ? Pourquoi auraient-ils plus d'influence dans les cinq ans qui viennent alors qu'ils n'ont pas fait avancer un seul dossier durant la mandature qui s'achève ?

Au contraire, renforcer la présence des Finistériens au sein du groupe socialiste permettrait de mieux défendre nos territoires et de garantir le pluralisme. "Ils veulent tout !", a dénoncé Bertrand Delanoë, à Pleyber-Christ. Or, il faut faire vivre la diversité. "C'est essentiel pour la République et même pour la majorité présidentielle", a précisé celui qui est devenu le premier maire socialiste de Paris après des décennies de pouvoir RPR. Il s'agit probablement de l'exemple le plus frappant de ce qui peut se produire lorsque la droite gouverne seule, sans contre-pouvoirs.

Les électeurs peuvent-ils imaginer une Assemblée Nationale composée de plus de 500 députés UMP ? Comment pourrait-elle, dans ces conditions, rester un lieu de débats ? Jusqu'à la dernière minute, les socialistes iront à la rencontre des électeurs pour les convaincre que leur bulletin de vote est utile pour élire des députés socialistes qui agissent et les protègent.



Le bureau fédéral du 11 juin

La France a besoin de la gauche (suite)



L'Assemblée doit rester un lieu de débats

*** à tous, que tous ceux-là viennent voter dimanche prochain.

- Le deuxième élément essentiel pour l'avenir de notre pays, pour les cinq ans qui viennent, au-delà donc de la participation, c'est le rassemblement. Le rassemblement de toute la gauche, le rassemblement de tous les républicains, le rassemblement de tous ceux qui sont mobilisés, attachés aux valeurs essentielles de la République : l'impartialité de

L'intérêt général doit primer

l'État, le pluralisme des opinions au sein même de l'Assemblée Nationale, la liberté de la presse, la laïcité... Toutes ces valeurs sont maintenant en cause si nous n'assurons pas une représentation de la gauche à un niveau élevé.

Il y a des majorités écrasantes qui écrasent, des partis dominants qui dominent, des pouvoirs absolus qui gouvernent de façon absolue.

Voilà l'enjeu de ce second tour des élections législatives.

Il faut avoir de l'équilibre, il faut avoir de la mesure, il faut avoir le sens du progrès. La France a besoin de la gauche et la gauche doit être au rendez-vous. Elle assurera, par sa présence à l'Assemblée Nationale, l'équilibre, la retenue, le sens de l'intérêt général, les valeurs républicaines.

Je lance donc ce soir un appel pour que tous les électeurs, conscients de cet enjeu, viennent, le 17 juin, voter pour que la France soit gouvernée par des principes et par l'intérêt général.

Il faut donc venir voter le 17 juin, venir voter pour des députés de gauche et ensuite, la gauche pourra être utile au pays, faire son travail de renouvellement, de rénovation et de refondation. Elle le fera rassemblée.

François Hollande, le 10 juin 2007

Dès maintenant, il faut réagir !

“Aujourd’hui, le gouvernement tente de n’annoncer que des bonnes nouvelles. Mais nous savons bien que, dès le 18 juin, les mauvais coups pleuvront. Nous appelons donc les Français à se prémunir dès maintenant en donnant au groupe socialiste les moyens de les défendre”, a expliqué, le 12 juin, Jean-Marc Ayrault à Brest.

Le président du groupe socialiste à l’Assemblée était dans le Finistère, pour soutenir les candidats socialistes.

Dès maintenant, les Français peuvent deviner ce que prépare le gouvernement Fillon. L’augmentation de la TVA, qui n’a de sociale que le nom, sera supportée par les plus modestes. *“Il faut bien financer les promesses de Nicolas Sarkozy et les pertes de recettes qui ne profitent qu’à une toute petite minorité de privilégiés”.* Ils font payer par tout le monde les cadeaux de quelques-uns.

“Il faut se souvenir que ce n’est pas la première fois que la droite augmente la



F. Cuillandre, Ch. Guittet, J.-M. Ayrault et P. Adam, le 12 juin, à Brest

TVA. En 1995, Alain Juppé l’avait déjà fait. Résultat : la croissance avait été freinée”.

Autre mesure que le gouvernement s’apprête réaliser, le bouclier fiscal à 50 %. “Lorsqu’il était à 60 %, il n’a profité qu’à 16 000 contribuables sur 32 millions et a coûté 350 millions d’euros”.

Ce sont les socialistes qui ont soulevé ces questions et ont ainsi joué leur rôle d’opposition qui agit et qui protège. Sur d’autres sujets, comme la santé, l’éducation ou la sécurité, la politique du gouvernement Fillon aura des répercussions très concrètes sur la vie quotidienne des Français. C’est pourquoi le groupe socialiste doit être le plus fort possible.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Jusqu’au dernier moment

Avec
Jacqueline Lazard

Aucune élection n’est jamais jouée d’avance. En 1997, Jacqueline Lazard a remporté la 7^{ème} circonscription que tous les observateurs qualifiaient d’imprenable : Ambroise Guellec devait l’emporter dès le premier tour. Maire de Penmarc’h, elle témoigne et démontre que la campagne du second tour est déterminante.

Cap Finistère : Quel type de campagne as-tu mené entre les deux tours ?

Jacqueline Lazard : *Le contexte de l’époque était différent. Mais personne ne me voyait imposer un second tour au candidat sortant. Dès le lundi matin nous avons pris contact avec toutes les forces de gauche et nous avons organisé un meeting commun. Nous*

sommes surtout allés à la rencontre des électeurs sur les marchés, dans les ports, dans les fermes ou les usines. Nos journées commençaient très tôt et se terminaient très tard. Jusqu’au dernier moment, nous sommes allés à la rencontre des électeurs. Je me souviens encore de discussions que j’ai eues avec des parents d’élèves à la fête des écoles de Douarnenez qui se déroulait le samedi après-midi.

Cap Finistère : Les candidats UMP expliquent qu’il est important que les électeurs désignent un député de la majorité. Qu’en penses-tu ?

Jacqueline Lazard : *Tout d’abord, sur le principe, je crois qu’il n’est jamais sain pour la démocratie d’avoir des majorités écrasantes. L’opposition est nécessaire. C’est évident dans les communes, ça l’est encore plus au sommet de l’État. Ce que je constate sur le terrain, c’est que la députée UMP*

sortante pratique le clientélisme. J’ai été scandalisée d’apprendre que le ministère de l’Intérieur a versé une subvention de 145 000 euros à la mairie de Pont-l’Abbé quelques jours avant le premier tour.

La réserve parlementaire peut aider les communes. Mais ce n’est pas avec ces sommes qu’on peut financer des projets. Il s’agit d’une aide appréciable mais ce n’est pas suffisant. Ce qui compte, c’est de monter de bons projets qui sont ensuite soutenus par le Conseil général ou le Conseil régional

Cap Finistère : En tant que maire, qu’attends-tu de la prochaine députée ?

Jacqueline Lazard : *Pour moi, elle doit se faire la porte-parole de sa circonscription et être attentive aux impacts des textes qu’elle vote sur la vie quotidienne de ses électeurs. Je pense notamment à la loi littoral qui doit être préservée mais qui est régulièrement menacée par l’UMP.*

15 juin

A partir de 19 h 00,
GRAND MEETING,
 avec François Cuillandre,
 Patricia Adam, Pierre Maille et
 Jean-Yves Le Drian.
 Animé par Christophe Miossec,
 Yvon Étienne, Manu Lanhuel,
 Les repris de Justesse et de
 nombreux autres artistes.
 Salle polyvalente - Espace
 culturel à Saint-Renan.

16 juin

A 18 h 00, rassemblement pour
 la victoire, pour l'élection de
 Annick Le Loch,
 salle Jules-Verne, à Tréboul.

17 juin

Second tour des élections
 législatives.

Les masques tombent

Il ne se passe pas un jour sans que François Fillon ou un dirigeant de l'UMP ne contredise une promesse du candidat Nicolas Sarkozy. Michel Sapin, secrétaire national à l'Économie et à la fiscalité, et Alain Vidalies, secrétaire national aux Entreprises, ont recensé les principales contradictions rendues publiques, pour l'instant. Nicolas Sarkozy avait annoncé une mesure destinée à lutter contre le chômage et à revaloriser le pouvoir d'achat de tous les travailleurs français.

Le député UMP Yves Jégo a reconnu explicitement que la mesure-phare de la droite sur les heures supplémentaires ne concernerait qu'une minorité de salariés. En effet, dès lors qu'un salarié sur trois seulement fait

des heures supplémentaires et que les salariés soumis à l'annualisation du temps de travail seraient exclus du dispositif, la détaxation des heures supplémentaires ne concernerait pas la grande majorité des salariés de notre pays. Les chômeurs, quant à eux, seraient totalement exclus de la mesure.

Nicolas Sarkozy avait annoncé la mise en œuvre du droit au logement opposable, comprenant notamment la suppression de la caution et du dépôt de garantie.

Le projet de loi annoncé se limite à une déduction des intérêts d'emprunt qui ne profitera qu'aux plus aisés de nos concitoyens.

Nicolas Sarkozy avait annoncé un strict encadrement des rémunérations excessives de

certain patrons et l'interdiction des parachutes dorés.

Le projet de loi en préparation se borne à renvoyer aux conseils d'administration des grandes entreprises le soin de lutter contre les abus, ce qui revient à ne strictement rien changer aux pratiques actuelles.

Nicolas Sarkozy avait exclu toute augmentation de la fiscalité.

Les cadeaux fiscaux d'ores et déjà programmés pour les plus fortunés ne pourraient être financés sans augmentation de 2 à 3 points de TVA, dont pâtiraient d'abord les catégories populaires et moyennes.

Chaque jour qui passe laisse apparaître un gouffre croissant entre les propos de campagne du candidat à l'élection présidentielle et la réalité de la politique qu'entend conduire la droite.

Attaques contre les services publics

Le gouvernement annonce le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Concrètement, cela se traduira par des baisses d'effectifs. "A Brest, 21 policiers vont partir à la retraite", expliquait François Cuillandre, le 12 juin. "Or, trois seulement seront remplacés. Dans le même temps, les collectivités sont sollicitées pour participer à la construction de commissariats. Mais nous allons inaugurer des locaux vides, sans fonctionnaires de police. Et on devine déjà la réponse de l'UMP : faites une police municipale". CQFD.

Résultats en ligne

Les résultats du second tour seront mis en ligne dans la soirée du 17 juin sur le blog des législatives :

<http://socialistes2007.typepad.fr/>

Le 10 juin, les premiers résultats définitifs étaient en ligne dès 20 h 20.

Annonces légales & judiciaires



AVIS D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

TRAVAUX DE SOUTÈNEMENT DE LA RUE
 JIM SÉVELLEC A BREST

1. **Nom et adresse officiels de l'acheteur public** : Brest Métropole Océane - 24, rue Coat ar Guéven - BP 92242 - 29222 BREST CEDEX 2 - Tél. 02.98.33.54.11 - Télécopie : 02.98.33.54.15 - e.mail : marches@brest-metropole-oceane.fr.

2. **Type d'acheteur public** : Collectivité territoriale.

3. **Type de marché** : Travaux.

4. **Nomenclature communautaire pertinente (CPA/NACE/CPC)** : 45262620-3.

5. **Description succincte du marché** : La solution de base propose des travaux consistant à démolir le mur existant et à le remplacer par un mur en béton banché.

6. **Valeur totale** (estimée) : 293 236,80 € HT.

7. **Type de procédure** : Marché négocié.

8. **Critères d'attribution** : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction de : 1) valeur technique - pondération : 55 % ; 2) prix des prestations - pondération : 45 %.

9. **Attribution et valeurs du marché** :

9.1. **Nom et adresse de l'entrepreneur**

auquel le marché a été attribué : Marché n° 2007.127 : MARC S.A. - 2, rue de Kervézennec - Zone Industrielle de Kergonan - CS 42816 - 29228 BREST CEDEX 2.

9.2. **Informations sur le montant du marché (hors TVA)** : 181 290,50 €.

10. **Sous-traitance** : Le marché est susceptible d'être sous-traité.

11. Le présent avis d'attribution est un avis obligatoire.

12. **Date de l'attribution du marché** : 11 mai 2007.

13. **Nombre d'offres reçues** : 4.

14. Ce marché n'a pas fait l'objet d'un avis au JOCE.

15. **Date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence** : 26 janvier 2007.

16. **Date d'envoi du présent avis** : 31 mai 2007.

**Cabinet Joseph DRONIOU
 SELARL d'Avocats
 20, quai Commandant Malbert
 29200 BREST
 Tél. : 02.98.80.02.64
 Fax : 02.98.43.18.46**

**SCI ENVERGURE
 Société Civile Immobilière
 au capital de 15 244,90 €
 Siège social : Z.I. de Penhoat
 29800 SAINT-DIVY
 424 303 048 RCS BREST**

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à BREST du 24 mars 2004, Monsieur Jean-Yves EMILY, demeurant à PENCRAN (29800) "Keranna", a été nommé, pour une durée indéterminée, à compter de cette date, en qualité de gérant, en remplacement de Monsieur Jean-Loup GOURMELON, démissionnaire.

Pour avis, la Gérance

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :
 à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
 Fédération du Finistère
 du Parti Socialiste.